

## DÉBAT

# Quelles solutions contre la pauvreté rurale ?

À la suite de la publication par Marcel Mazoyer d'un argumentaire sur la nécessaire protection de la paysannerie pauvre dans le contexte de mondialisation (dont « Grain de sel » s'est fait l'écho dans le précédent numéro), voici deux réactions à l'analyse et aux propositions de ce dernier : Julio Berdegue, du Chili, propose la suppression pure et simple de toutes formes de subvention tandis que Jim Bingen, des États-Unis, prône le renforcement de la participation des agriculteurs africains à la vie politique.



D.R.

« Une meilleure productivité du travail combinée à de meilleures conditions pour les consommateurs aura des effets positifs sur le long terme pour les pauvres »

Comme le montre Marcel Mazoyer, il n'y a pas de doute sur le fait que l'accroissement de la productivité est la cause principale de la baisse des prix agricoles et que l'appauvrissement de beaucoup de producteurs est dû à leur manque de « capacités » (terre, capital, information...) pour maintenir le rythme de l'innovation imprimée par les producteurs les mieux placés.

Wilbur Cochrane décrivait déjà ce processus en 1958 dans son livre *Les Prix agricoles : mythe et réalité* et le qualifiait « d'engrenage agricole ». Quand un groupe de producteurs les « mieux placés » adoptent une innovation qui augmente leur productivité, ils peuvent en tirer un bénéfice du fait du prix

moyen qui est déterminé par la plus faible productivité de la majorité : cela leur apporte une bénéfice « extraordinaire », qui accroît d'autant leur propre capacité d'investissement et leur permet donc de distancer encore les producteurs les moins favorisés. Ce cycle sans fin donne l'image d'un engrenage sans fin... L'enrichissement d'une minorité et l'appauvrissement de la majorité ou du moins leur perte de vitesse dans l'accès aux marchés agricoles sont les deux faces d'un même processus.

Ce processus s'accélère encore quand les pays industrialisés ou d'autres pays adoptent des politiques de subvention des prix ou des exportations. Dans les pays en développement, les analyses

montrent que ce sont les producteurs riches et puissants politiquement qui captent la majeure partie des aides à la production, à la mécanisation, à l'irrigation, aux intrants... accroissant, là encore, la paupérisation des autres. C'est quand même les subventions à la production et aux exportations des USA, de l'Europe et du Japon (1 000 millions de \$ par jour !) qui ont l'effet le plus désastreux sur l'appauvrissement de la majorité des agriculteurs. Ces subventions sont une incitation directe et très puissante pour la recherche d'une meilleure productivité abaissant parfois jusqu'à l'absurde les coûts par unité produite.

La libéralisation du commerce international n'est pas responsable ►

► du processus d'appauvrissement mais, en abaissant les protections, elle contribue à en accroître les effets et à les généraliser dans bon nombre de régions du monde. Comme le signal Marcel Mazoyer, le processus de baisse tendancielle des prix est plus ancien que la libéralisation des marchés (années 1980) car il est surtout tangible depuis la Seconde Guerre mondiale. Pour certains produits importants pour les pauvres (lait, sucre), il est clair que la chute des prix n'a pas grand-chose à voir avec la libéralisation, mais est plutôt à relier au protectionnisme et aux subventions européennes et américaines.

Moyennant ces quelques nuances, je suis tout à fait d'accord avec les analyses de Mazoyer sur cette partie. En revanche, la proposition de solution avec une augmentation des prix agricoles me paraît beaucoup plus discutable. Comment peut-on forcer les prix agricoles à monter de manière substantielle et durable ? Sa proposition de zones d'échanges agricoles relativement homogènes me paraît irréaliste.

### « Les agriculteurs doivent devenir des citoyens et s'impliquer dans le débat politique »

Je suis tout à fait d'accord avec le fait qu'il « faut essayer de comprendre ce qui, dans l'organisation et le fonctionnement de l'économie mondiale, maintient, reproduit, produit, et parfois même élargit la pauvreté extrême et la sous-alimentation ». Ce point de vue a une longue histoire, à commencer par la Cnuced dans les années 1960, puis les écoles de la dépendance et des systèmes mondiaux et plus récemment les débats sur le coût des subventions américaines et européennes pour les petits agriculteurs d'Afrique. Marcel Mazoyer complète ceci par des observations très pertinentes sur la décapitalisation et l'endettement, le lien entre durabilité économique et environnementale et son idée de renouveau de la pauvreté urbaine et rurale.

Je suis aussi d'accord sur le fait que la question n'est pas de choisir entre

Quelles sont les autres options ? On pourrait imaginer des politiques publiques qui favorisent une baisse de la productivité du travail mais est-ce réaliste ? Va-t-on délaissier le tracteur pour revenir à la charrue attelée ? Travailler 12 heures par jour au lieu de 8 ? Ne plus prendre de retraite et travailler jusqu'à sa mort ? Ce n'est pas réaliste non plus !

Une autre option, dont je me demande pourquoi elle n'est pas évoquée par Marcel Mazoyer, est de démembrer les subventions à la production et aux exportations tout en supprimant les barrières commerciales, tant au Nord qu'au Sud. Ça aurait certainement un effet sur les prix ! Je me dis que l'impasse dans laquelle s'enferme Mazoyer est peut-être due au fait qu'il recherche une solution purement agricole. Il n'envisage même pas les opportunités, certes inégales, liées au fait qu'un pourcentage élevé du revenu rural n'est plus aujourd'hui lié à l'activité agricole dans beaucoup de régions des pays en développement.

Enfin, je défends l'idée que des bas prix agricoles ont un effet direct et positif pour les pauvres en milieu urbain, mais aussi pour beaucoup de pauvres en milieu rural qui sont souvent aussi des acheteurs d'aliments (c'est le cas dans beaucoup de régions en Amérique latine)<sup>1</sup>. L'effet indirect de prix agricoles élevés sur l'économie locale et nationale, voire internationale est une affaire complexe sur laquelle je préfère ne pas me prononcer de manière tranchée. Je pense qu'une meilleure productivité du travail combinée à de meilleures conditions pour les consommateurs aura des effets positifs sur le long terme pour les pauvres. ■

**Julio Berdegue,**  
Réseau international  
de méthodologie et de recherche  
sur les systèmes de production  
Rimisp. <http://www.rimisp.cl/>

<sup>1</sup> Julio Berdegue, German Escobar, « Agricultural knowledge and information systems and poverty reduction », World Bank (AKIS/ART Discussion Paper), January 2001, 45 pages.

La position des agriculteurs doit être renforcée, c'est la clé du développement rural dans ce nouveau millénaire<sup>1</sup>. Les agriculteurs doivent devenir des citoyens et s'impliquer dans le débat politique. Je reste convaincu que l'avenir de la démocratie et du développement en Afrique (tout comme chez moi d'ailleurs) passe par l'engagement de « monsieur Tout-le-Monde » dans la vie politique. En Afrique, l'éducation et l'alphabétisation contribueront énormément au développement. Le maintien de l'illettrisme chez les agriculteurs ne peut qu'entretenir les conditions de renouvellement de la pauvreté. ■

**Jim Bingen,**  
Dept. of Resource Development,  
Michigan State University.  
[bingen@msu.edu](mailto:bingen@msu.edu)

<sup>1</sup> Jim Bingen and John Rouse, « Agricultural Development and the Empowerment of African Farmers: Perspectives and Policy Recommendations ». Workshop Report. Sub-Regional Workshop. Nairobi, Kenya. March 13-15, 2002. Nairobi : FAO-ICA (International Cooperative Alliance).